

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N°2611I009











---

**Fourniture d'un logiciel, en mode Saas, d'inventaire et de gestion des engins flottants, du parc roulant, du matériel d'exploitation-maintenance supérieur à 500 € HT et leurs prestations associées (dont la disponibilité et mutualisation de matériels)**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
175 rue Ludovic Boutleux  
CS 30820  
62408 BETHUNE

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture d'un logiciel, en mode Saas, d'inventaire et de gestion des engins flottants, du parc roulant, du matériel d'exploitation-maintenance supérieur à 500 € HT et leurs prestations associées (dont la disponibilité et mutualisation de matériels)
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	48 mois fermes, 96 mois avec reconductions
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires forfaitisés
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec en cas d'acceptation

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	Erreur ! Signet non défini.
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 – Prestations complémentaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	Erreur ! Signet non défini.
3 - Durée et délais d'exécution .....	Erreur ! Signet non défini.
3.1 - Durée du contrat .....	5
3.2 – Délais d'exécution .....	6
4 – Intervenants .....	Erreur ! Signet non défini.
4.1 – Pouvoir adjudicateur.....	6
4.2 – Titulaire.....	6
5 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	Erreur ! Signet non défini.
6 – Protection des données à caractère personnel .....	Erreur ! Signet non défini.
7- Conditions et modalités d'exécution des commandes .....	Erreur ! Signet non défini.
8 – Constatations de l'exécution des prestations .....	Erreur ! Signet non défini.
8.1 Installation et opérations de vérification .....	9
8.2 Décisions après les opérations de vérification .....	11
9 – Garantie .....	Erreur ! Signet non défini.
10 - Prix.....	Erreur ! Signet non défini.
10.1 Nature des prix .....	11
10.2 – Modalités de variation des prix.....	12
11 - Avance et clauses de financement et de sûreté .....	Erreur ! Signet non défini.
11.1 Conditions de versement et de remboursement de l'avance .....	13
11.2 – Cautionnement .....	13
11.3 - Nantissement de l'accord-cadre .....	13
11.4 – Garanties financières de l'avance .....	14
12 – Modalités de règlement des comptes au titulaire .....	Erreur ! Signet non défini.
12.1 – Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement .....	14
12.2 – Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire .....	16
13 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	Erreur ! Signet non défini.
14 - Pénalités .....	Erreur ! Signet non défini.
14.1 Pénalités pour retard avec formule .....	18
14.2 Pénalités relatives aux indisponibilités.....	19
14.3 Autres pénalités spécifiques .....	19
15 - Changements affectant la situation du titulaire .....	Erreur ! Signet non défini.
16- Assurances .....	Erreur ! Signet non défini.
17 – Résiliation du contrat .....	Erreur ! Signet non défini.
17-1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	23
17.2 – Redressement ou liquidation judiciaire .....	23
18 – Ethique et respect des principes de développement durable .....	Erreur ! Signet non défini.
19 – Règlement des litiges et langues.....	Erreur ! Signet non défini.
20 – Dérogations au CCAG-TIC.....	Erreur ! Signet non défini.

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

L'objet du présent accord-cadre est de mettre à la disposition de VNF un outil informatique permettant :

- un inventaire fiable du parc flottant, des engins et véhicules roulants ainsi que du matériel d'exploitation-maintenance identifié et supérieur à 500 € HT. Certains de ces matériels nécessitent un contrôle réglementaire.
- le suivi automatique fiable des contrôles périodiques réglementaires et leur planification ;
- le suivi financier des achats et leur amortissement ;
- les usages des matériels et leurs coûts de maintenance et d'entretien ;
- la disponibilité ou l'indisponibilité du matériel et la mutualisation de certains matériels ;
- la gestion du parc matériel dans son ensemble ;
- le reporting et indicateurs statistiques d'évolution des matériels (fréquence d'utilisation, âge moyen des matériels, etc..).

Cette solution informatique doit fournir à VNF et aux gestionnaires de matériels, les outils pour permettre de piloter la politique matériels de l'établissement et faciliter le suivi et la gestion au quotidien.

Le présent accord-cadre inclut les spécificités suivantes :

- assurer une interface adaptée pour les 3 familles de matériels (parc flottant, parc roulant et matériels d'exploitation-maintenance ;
- assurer le transfert intégral des données actuelles vers la solution retenue ;
- avoir la possibilité, à fréquence mensuelle et de manière automatique, de récupérer et d'intégrer dans l'outil informatique des données issues de bases de données tierces (ex : entretien, contrôles techniques, contrôles réglementaires, carburant), sous un format d'échange prédéfini aux standards VNF ;
- assurer la possibilité de connexions avec d'autres logiciels VNF (ex : GMAO) ;
- assurer la possibilité de connexion avec d'autres outils de l'Etat (ex : ODRIVE) ;
- assurer l'actualisation fonctionnelle du logiciel retenu (fournir la version la plus à jour possible)
- optimiser l'utilisation de l'application, de façon responsive, via un pc ou tout autre outil mobile (ex tablette ou smartphone)
- préparation de la migration de données de certains matériels nécessitant un contrôle réglementaire périodique et/ou d'un montant inférieur à 500 € HT vers la solution dédiée à ce besoin.

Le présent marché public prévoit aussi :

- la réalisation de formations aux administrateurs généraux afin d'assurer le transfert de connaissances. la réalisation de supports pédagogiques de formation, aussi bien écrits (ex : fiche pratique) que visuels (ex : tutoriel vidéo).

VNF souhaite pour ce marché la fourniture d'une solution dans une configuration en mode SAAS (logiciel en tant que service).

Ces éléments sont détaillés dans le CCTP (cahier des charges techniques particulières).

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, en phases, ni en tranches.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande, conclu à prix unitaires forfaitisés, avec un opérateur économique, sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur, sur la durée de l'accord-cadre, soit 8 ans, en application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront mises en œuvre, au moyen de bons de commandes dans la limite du montant maximum suivant, sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, soit 8 ans :

Montant minimum sur la durée totale de l'accord-cadre	Montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre
Sans	780 000 € HT

L'accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix (lors de la phase offre). Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée du marché public.

#### 1.4 – Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique).

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021<sup>1</sup>,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation et les dispositions que le titulaire a proposé pour l'exécution du contrat,
- Les bons de commande transmis par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

La notification de l'accord-cadre au titulaire comprend l'acte d'engagement signé électroniquement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-TIC, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification est effectuée par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) conformément à l'article 3.1 du CCAG-TIC.

## 3 - Durée et délais d'exécution

#### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de sa date de notification.

Il est tacitement reconductible 2 fois pour une période de 2 ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

<sup>1</sup> [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne peut excéder 8 ans.

### **3.2 – Délais d'exécution**

Les délais d'intervention et de résolution des dysfonctionnements sont précisés au CCTP.

Les délais d'exécution qui ne sont pas précisés dans le CCTP seront définis dans les bons de commande.

Les modalités de computation des délais sont prévues à l'article 3.2.1 du CCAG-TIC. Cet article s'appliquera sauf mention contraire dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-TIC, certains délais fixés au CCTP s'entendent en jours ouvrés et non en jours calendaires.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **4 - Intervenants**

### **4.1 – Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice générale de VNF ou toute personne habilitée pour l'exécution du marché.

Le Directeur des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN), son adjoint, ou toute personne désignée par la directrice générale pour le remplacer, est chargé de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre et est compétent pour passer les différents actes d'exécution (bons de commande, etc.). Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

### **4.2 – Titulaire**

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir par voie électronique les actes d'exécution pour notification (bons de commande, décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, le titulaire désigne également nommément à l'acte d'engagement le directeur de projet. La personne physique représentant le titulaire, en qualité de directeur de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. animateur de l'équipe, le directeur de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délais par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de quinze jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récusé pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai quinze jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le second remplaçant proposé.

## 5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité et des mesures de sécurité telle que prévue aux articles 5.1 et 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire est tenu de respecter les « Clauses VNF liées à la sécurité dans le cadre de missions de prestations informatiques avec accès au SI VNF », en annexe du CCTP.

Le titulaire devra en outre se mettre en conformité avec l'ensemble des exigences de sécurité de VNF au plan d'assurance qualité (PAQ) au démarrage du marché.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF. Le titulaire devra notamment assurer la restitution des informations qui lui ont été confiées pour l'exécution du présent accord-cadre, sans conservation des éventuelles copies.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du Code civil.

La réalisation des prestations objet du présent accord-cadre peut nécessiter l'accès à un/des site(s) relevant de la responsabilité de VNF. Afin de sécuriser l'accès à ce(s) site(s), et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, à la demande de VNF, les personnels du titulaire sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative préalable. Cette enquête administrative est destinée à vérifier qu'aucun fait concernant les personnels du titulaire n'est incompatible avec l'accès envisagé. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à transmettre aux contacts VNF une liste des personnels en charge de l'exécution des

prestations. Ceci dès la notification du marché et tout au long du marché par la tenue à jour de la liste. Des données relatives aux personnels concernés du titulaire devront être fournies à VNF.

Le titulaire s'engage à fidéliser les personnels et ainsi réduire au maximum le turn-over dans les équipes constituées.

L'exécution des prestations dans les locaux de VNF sera encadrée par des dispositions particulières qui seront définies lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre.

De manière générale, le titulaire du marché s'engage à respecter les règles de sécurité-sûreté en vigueur sur les sites de VNF. Il est notamment tenu de se conformer aux procédures de contrôle d'accès et de sûreté en vigueur et de signaler toute anomalie ou situation suspecte.

## **6 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-TIC s'appliquent au présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de respecter, en complément, les dispositions relatives au respect de la réglementation sur la protection des données sont précisées dans l'annexe du CCTP « Clauses VNF liées à la sécurité dans le cadre de missions de prestations informatiques avec accès au SI VNF ».

## **7 – Conditions et modalités d'exécution**

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les prestations liées au démarrage ne seront commandées qu'une seule fois au début de l'accord-cadre (UO 1.1 du BPU).

Les prestations de réversibilité (UO 8.1 du BPU) seront commandées une seule fois en fin de marché, en cas de changement de titulaire lors du renouvellement du marché. La commande sera constituée du nombre de jour nécessaire.

Toutes les prestations seront commandées par bons de commande et réglées par l'application des prix du bordereau des prix unitaires (BPU), aux quantités effectivement commandées et réalisées, dans la limite du montant maximum de l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du présent accord-cadre.

L'exécution d'un bon de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu au bon de commande concerné qui ne pourra être supérieur à 6 mois, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

La gestion des bons de commande, le suivi de la prestation commandée et le paiement de la prestation seront de la compétence de la DSIN du siège, conformément à l'article 4.1 du présent CCAP. La DIEE, quant à elle, représente la partie « métier » du projet.

Les dispositions concernant les livrables sont définies au CCTP et seront précisés, le cas échéant, dans les bons de commande.

### Contenu des bons de commande :

Les bons de commande peuvent être adressés du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception. Le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 48 heures par mail du bon



de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) commandée(s) et leur unité d'oeuvre ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant de la commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin), le cas échéant ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions utiles

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution du bon de commande, le titulaire dispose de la faculté d'émettre des observations. Dans ce cas, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de trois jours ouvrés à compter de l'accusé de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Après analyse des observations, le pouvoir adjudicateur peut décider d'émettre un bon de commande rectificatif.

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation au titulaire. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

## 8 – Constatations de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations de développement et de maintenance corrective répondent aux exigences des articles 30 à 32 du CCAG-TIC, à l'exception des dérogations et compléments expressément prévus dans le présent article du CCAP.

### 8.1 Constatation de l'exécution des prestations de mise en place du logiciel

#### 8.1.1 Installation et opérations de vérification

##### 8.1.1.1 Mise en place du logiciel

La date de livraison par le titulaire au chef de projet VNF constitue la date de début des opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-TIC, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

#### 8.1.1.2 Mise en ordre de marche (MOM)

La mise en ordre de marche (MOM) des logiciels est réalisée par le titulaire.

Préalablement à cette mise à disposition, le titulaire se doit d'avoir testé l'application et le paramétrage demandé par VNF sur ses propres environnements internes.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-TIC, le point de départ pour les opérations de vérification est la date de notification de l'écrit (MOM) à destination du chef de projet de VNF par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

VNF dispose de deux mois à compter de la date contractuelle de livraison pour vérifier la MOM.

VNF vérifie alors que le système installé (ou mis à disposition) est opérationnel et valide le procès-verbal (PV) de MOM du titulaire.

Ce PV permet de déclencher la phase de VABF (ci-après).

### 8.1.2 Décisions après les opérations de vérification

#### 8.1.2.1 Vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF)

La VA intervient après la MOM. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la VA et notifier sa décision est de deux mois à partir de la date de validation du PV de MOM par le pouvoir adjudicateur.

- Si la décision de VABF est positive (réception des prestations), la vérification de service régulier débute.
- Si la décision de VABF est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Par dérogation aux articles 34.2.1, 34.4.2 et 34.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.
- Si la décision de VABF est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

#### 8.1.2.2 Vérification de service régulier (VSR)

La VSR a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la régularité du service s'observe pendant 6 à 12 mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, le service est réputé régulier s'il n'y a eu, au cours du délai du mois de VSR, aucun incident bloquant ou grave, tel que défini dans le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de sept jours après la fin de la période de VSR pour notifier par écrit au titulaire sa décision de VSR.

Si le résultat de la VSR est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

Si le résultat de la VSR est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement ;
- de réception avec réfaction ;
- de rejet.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours, le résultat de la VSR est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

## **8.2 Constatation de l'exécution des autres prestations de l'accord-cadre**

### **8.2.1 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification dérogent aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-TIC, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

Le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations à être vérifiées.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications qualitatives et quantitatives des prestations.

Ces opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été exécutées selon les quantités prévues et qu'elles sont conformes aux modalités définies dans le CCTP, le mémoire technique du titulaire et le bon de commande ainsi que ses annexes.

Les opérations de vérification qualitative ne comprennent qu'une seule étape.

### **8.2.2 Décisions après les opérations de vérification**

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-TIC, les opérations de vérification qualitative ne débiteront qu'à compter de la date de livraison des prestations mises en conformité sur la quantité. Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de livraison des prestations mises en conformité sur la quantité, d'un nouveau délai d'un mois pour procéder aux opérations de vérification qualitative.

Les décisions après vérification répondent aux exigences de l'article 34 du CCAG-TIC sauf en ce qui concerne la dérogation expressément prévue ci-dessous.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 34.2.1, 34.4.2 et 34.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.

## **9 – Garantie**

Les prestations réalisées par le titulaire sont garanties dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-TIC (12 mois a minima).

## **10 – Prix**

### **10.1 Nature des prix**

Le présent accord-cadre à bons de commande est à prix unitaires forfaitisés.

Les prix du présent accord-cadre sont réglés par l'application des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires, aux prestations commandées et réalisées.

Tous les prix sont établis en euros. Les prix de l'accord-cadre sont établis hors TVA, et assujettis à celle-ci. Ils comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, la préparation des réunions, la rédaction des comptes rendus, les documents et livrables exigés et les frais de reprographie, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent notamment :

- les prix des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés,
- le prix des droits cédés à titre non exclusif sur les résultats du présent accord-cadre,
- la préparation et participation aux réunions et la rédaction des comptes-rendus,

S'agissant des frais de déplacement et de restauration le midi, plusieurs cas sont à distinguer :

- Si l'UO fait clairement référence à un déplacement spécifique, les frais doivent être prévus dans cet UO,
- Si l'UO doit s'exécuter en « présentiel » et qu'aucun lieu n'est indiqué, l'UO doit intégrer les frais engendrés pour se rendre à Béthune,

Ils tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

## 10.2 – Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont **fermes la première année puis révisables annuellement**, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

- Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-TIC, la date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre par le titulaire.

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, la date d'établissement des prix correspond à la date de signature de l'avenant par le titulaire.

- Indices de référence

L'indice de référence est l'indice SYNTEC. Il est publié sur le site <http://www.syntec.fr>

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

- Modalités de révision des prix

Pour déterminer le prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

$$P(n) = P(o) [0,15 + (0,85 \times \text{SYNTEC } (n) / \text{SYNTEC } (o))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- SYNTEC (n) est la valeur de l'indice correspondant au dernier indice définitif connu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre ;
- SYNTEC (o) est la valeur de l'indice correspondant au mois Mo.

En application de l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurants dans le présent accord-cadre sont exprimés hors TVA.

Les montants des décomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

## **11 – Avance et clauses de financement et de sûreté**

### **11.1 Conditions de versement et de remboursement de l'avance**

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire, s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

Il sera appliqué l'option B de l'article 11 du CCAG-TIC.

S'agissant des bons de commande d'une valeur supérieure à 50 000 € HT, si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à deux mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant TTC du bon de commande. Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 10% de la somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisée par la durée d'exécution du bon de commande exprimée en mois.  
Le taux est identique pour les PME.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 60 %. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### **11.2 – Cautionnement**

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

### **11.3 - Nantissement de l'accord-cadre**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique est le directeur général de VNF.

#### **11.4 – Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **12 - Modalités de règlement des comptes**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

#### **12.1 – Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement**

##### **➤ Les prestations concernées par le règlement partiel définitif**

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif.

Le versement du règlement est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

##### **➤ Les prestations concernées par les acomptes**

En application des articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le règlement des sommes dues au titulaire au titre des prestations dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois fait l'objet d'acomptes trimestriels sans pouvoir excéder 80% du montant de la prestation concernée. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification. Les 20% restant correspondent au paiement pour solde et règlement partiel définitif et ne peuvent être payés qu'à compter de la vérification de service régulier positive.

##### **12.1.1 Acompte**

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. Les réfections HT dont les éléments de liquidation sont connus ;
7. L'incidence de la TVA ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;

10. L'incidence de la révision des prix ;
11. Le montant total de l'acompte à verser,
12. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
13. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

#### 12.1.2 Demandes de paiement (facture)

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

- Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-TIC.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-TIC, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande et les références de l'affaire.

☐ Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements partiels définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-TIC.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que l'**utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission**.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

## **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, ou des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

### **12.2 – Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire**

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

## **13 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

L'accord-cadre donne naissance à des droits de propriété intellectuelle.

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC (cession à titre non exclusif), avec les précisions supplémentaires apportées ci-dessous.

Le titulaire, en sa qualité d'éditeur, conserve les droits de propriété intellectuelle de son logiciel.

L'ensemble des données intégrées dans le logiciel sont quant à elles confidentielles et appartiennent à VNF qui disposent sur ces données de l'ensemble des droits patrimoniaux.

Le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Dans le cas où des résultats seraient publiés sur internet, les droits sont cédés pour le monde entier.

En complément de l'article 46.1.1 du CCAG-TIC, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.



Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur (et le cas échéant les tiers désignés dans les bons de commande) pourra(ont) faire usage des résultats même partiels pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur et pour toute utilisation entrant dans son(leur) champ de compétence matérielle et territoriale notamment dans les cas suivants :

- Ces livrables doivent bénéficier à la DSIN de VNF, aux instances de gouvernance (Comité de pilotage) ainsi qu'à tous les interlocuteurs concernés désignés au CCTP (équipes Informatique, équipes Métier...);
- Les livrables doivent pouvoir être communiqués et rendus disponibles pour les services de VNF, dans le cadre de la mise en œuvre du logiciel ou pour des besoins de formation ou des documents de communication interne ou publiés à l'externe,
- VNF se réserve le droit d'apporter des modifications à ces documents, pour se conformer notamment aux exigences internes et les faire évoluer selon l'évolution du besoin après la phase de déploiement de l'outil,
- Les livrables ont vocation à être réutilisés dans les dossiers de consultation et communiqués à des entreprises candidates à de futurs contrats, aux AMO de VNF et aux autres parties prenantes des projets.

Les droits des tiers sont limités aux résultats produits dans le cadre du ou des bons de commande dans lesquels ces tiers ont été désignés.

La confidentialité des codes sources du titulaire et de la documentation associée ne fait pas obstacle à la mise à disposition de tiers de ces codes pour réaliser les opérations de maintenance. Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur imposera aux tiers chargés de réaliser les opérations de tierce maintenance applicative des obligations de confidentialité des codes sources et de la documentation associée.

En complément de l'article 46.2.1. du CCAG-TIC, les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats comprennent :

- le droit d'adapter les résultats, entendu comme le droit de modifier, d'arranger tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tous supports connu ou inconnu à ce jour, de manière directe ou indirecte ;
- le droit de sous-licencier ou sous-traiter à tout tiers en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit par tout type de contrat, et notamment par voie de licence, de contrat de prestation de service, sous toute forme, tout ou partie des droits concédés, à titre temporaire ou définitif, et notamment le droit de faire réaliser la tierce maintenance applicative des résultats par tout tiers de son choix.

Si dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire met en œuvre des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures au sens de l'article 44 du CCAG-TIC, il s'engage à ne pas utiliser de logiciels qui sont soumis à une licence ou à des conditions qui ne sont pas compatibles avec le régime de droit portant sur le périmètre de cet accord-cadre.

Dans l'hypothèse où les connaissances antérieures seraient indissociables du logiciel, le titulaire de l'accord-cadre cède au pouvoir adjudicateur (et le cas échéant au(x) tier(s) désigné(s) dans le bon de commande) les droits mentionnés aux articles L. 122-1 et suivants et L. 122-6 du code de la propriété intellectuelle qui portent sur les connaissances antérieures à savoir notamment :

- le droit de reproduire et d'utiliser pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur et ce sans limitation de nombre tel que notamment papier, magnétique, optique, vidéographique ou autre, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- le droit de représenter et de diffuser, de quelque façon que ce soit, sur quelque support, réseau que ce soit ;
- le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger tout ou partie des connaissances antérieures, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tous supports connu ou inconnu à ce jour, de manière directe ou indirecte.

Les codes sources des logiciels qui peuvent recevoir la qualification de connaissances antérieures indissociables ainsi que la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur ces logiciels (le cahier des charges tel que le document de présentation des besoins standards liés à l'utilisation du logiciel), la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne) sont livrés simultanément à la remise du code objet (code exécutable).

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses interventions sur le périmètre de ce marché un rapport constitué de la liste complète des composants logiciels utilisés pour faire évoluer les applications en précisant pour chacun d'eux les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source et licence. Ce rapport est remis au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans les bons de commande avec la livraison finale des prestations. Le titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect des dispositions des licences couvrant les composants intégrés (connaissances antérieures).

Le titulaire certifie détenir les droits d'exploitation afférents aux connaissances antérieures y compris les logiciels préexistants afin de permettre au pouvoir adjudicateur de maintenir les services techniques objet de cet accord-cadre dans de bonnes conditions opérationnelles.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans les bons de commande contre tous recours de tiers du fait du non-respect des droits et obligations posés dans les licences qui gouvernent les connaissances antérieures. Il s'engage à ce que les prestations qu'il réalise soient couvertes par des licences de logiciels libres compatibles avec les conditions définies dans le présent CCAP.

Si les connaissances antérieures sont des logiciels libres, le titulaire s'engage à ce que les licences qui gouvernent ces logiciels permettent au pouvoir adjudicateur d'exploiter le logiciel dans les conditions définies dans le CCAP.

Les bons de commande reprennent les unités d'œuvre nécessaires à la réalisation des prestations. Les prix des bons de commande comprennent le prix de la cession à titre non exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats. Le cas échéant, est/sont désigné(s) dans les bons de commande le/les tiers qui dispose(nt) des droits d'utilisation définis dans le présent article sur les résultats issus de l'exécution des bons de commande.

Dans le cas de licences de logiciels, le nombre d'exemplaires ou d'utilisateurs des logiciels sera fixé, le cas échéant, par le pouvoir adjudicateur dans les bons de commande.

La cession est effective au fur et à mesure de la réalisation des prestations et sous réserve de leur paiement.

## 14 - Pénalités

### 14.1 Pénalités pour retard avec formule

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, lorsque les délais contractuels sont dépassés dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant de la pénalité est plafonné à 20% de la valeur HT des prestations sur laquelle elle est calculée.

## 14.2 Pénalités relatives aux indisponibilités

Trois niveaux d'incidents sont définis dans le CCTP :

- Incident bloquant : incident dont l'impact se traduit par l'indisponibilité totale ou partielle d'une fonctionnalité essentielle de la solution en production.
- Incident grave : incident dont l'impact se traduit par une altération du service empêchant l'exécution de la fonctionnalité concernée avec possibilité de contourner le problème par un autre accès ou via une procédure de gestion temporaire.
- Incident gênant : incident dont l'impact ne nécessite pas une correction immédiate.

La qualification de l'incident relève de la compétence exclusive du pouvoir adjudicateur.

### Les pénalités pour indisponibilité dérogent à l'article 14.2 et suivants du CCAG-TIC.

Les pénalités pour indisponibilité commencent à courir le jour où le délai de livraison de la version corrigée du logiciel est expiré.

- Pour un incident bloquant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 20 € par heure de retard dans la résolution.
- Pour un incident grave, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 15 € par heure de retard dans la résolution.
- Pour un incident gênant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 € par heure de retard dans la résolution.

La plage horaire considérée pour la comptabilisation des heures de retard s'étend de 7h00 à 19h00 les jours ouvrés.

Le montant total des pénalités applicables est plafonné à 1 000 € par incident.

## 14.3 Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les autres pénalités spécifiques suivantes s'appliquent :

Pénalités	Occurrence	Valeur	Précisions
<b>Pénalités pour non-respect du taux de disponibilité de l'environnement de production</b>	Forfaitaire	200€	Le taux d'indisponibilité trimestriel est égal au rapport entre le délai d'indisponibilité et la durée d'exploitation, soit 520 heures, exprimé en pourcentage.  $T = x * 100 / 520$ où : <ul style="list-style-type: none"><li>• T = Taux d'indisponibilité</li><li>• x = heures d'indisponibilité.</li></ul>
		400€	Pour un taux de disponibilité de l'environnement de production inférieur à 99,50 % et supérieur ou égal à 95%, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.  Pour un taux de disponibilité de l'environnement de production inférieur à 95% et supérieur ou

		600€	<p>égal à 90%, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 400 €.</p> <p>Pour un taux de disponibilité de l'environnement de production inférieur à 90%, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 600 €.</p>
<b>Pénalités relatives au retard de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet (hors formateur)</b>	Journalière	100 €	<p>En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 100 euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'au remplacement du membre de l'équipe dédié par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent ou jusqu'à, le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre.</p> <p>En cas de retard dans le remplacement du chef de projet par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 200 euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'au remplacement du chef de projet par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent ou jusqu'à, le cas échéant, la résiliation de l'accord-cadre.</p>
		200€	
<b>Pénalités pour absence aux comités et réunions ou de non transmission du compte-rendu d'un comité ou d'une réunion</b>	Forfaitaire	200 €	<p>En cas d'absence d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par membre absent.</p> <p>En cas de non-transmission dans le délai imparti d'un compte-rendu d'un comité ou d'une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.</p>
		50€	

Pénalité pour annulation ou modification de la date de session de formation ou absence du formateur le jour de la session de formation	Forfaitaire	400 €	En cas d'annulation ou de modification de date par le titulaire d'une session de formation prescrite par bon de commande, dans les deux jours ouvrés précédant la date de tenue de la session de formation, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 400 €.
		1000 €	En cas d'annulation par le titulaire d'une formation prescrite par bon de commande ou d'absence du ou des formateurs à une session de formation le jour de la session de formation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.
Pénalités en cas de non remise des supports de formation	Journalière	50 €	En cas de non remise des feuilles d'émargement ou des attestations individuelles de stages ou des questionnaires d'évaluation remplis à chaud par les stagiaires à l'issue de la formation, il est appliqué une pénalité forfaitaire de <b>cinquante (50) euros par document manquant</b> et par jour ouvrable de retard, jusqu'à ce que le document soit remis. En cas de non remise des supports de formation au cours de la session de formation, il est appliqué une pénalité forfaitaire de <b>deux cents (200) euros par jour ouvrable de retard</b> , jusqu'à ce que le document soit remis.
		200 €	
Pénalités pour non-respect de la réversibilité en fin de contrat	Forfaitaire	3 000 €	En cas de non-respect par le titulaire des modalités de réversibilité prescrites dans le CCTP et dans le bon de commande correspondant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 3 000€.

#### 14.4 Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

## 15 – Développement durable et BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis<sup>2</sup>, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

## 16 – Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

## 17 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

---

<sup>2</sup> Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

## 18 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

### 18-1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre

#### 18.1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 50 du CCAG-TIC. Elles sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de 15 jours, dans les cas mentionnés à l'article 50-2 du CCAG-TIC, en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

#### 18.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 54 du CCAG-TIC, VNF pourra, après avoir épuisé tous les recours prévus au présent accord-cadre et après mise en demeure du titulaire de remédier au manquement, faire exécuter, aux frais et non aux risques du titulaire, tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 54.4 du CCAG-TIC, les frais d'exécution des prestations par un tiers seront pris en charge par le titulaire dans la limite des prix du présent accord-cadre relatifs aux prestations concernées par l'inexécution. Le titulaire ne saurait être responsable des prestations exécutées par le tiers désigné par VNF ou par VNF même.

#### 18.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF

Le directeur général de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a le droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

### 18.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois évoqué ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 – Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants:

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes de la Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001)

## 20 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

Tribunal Administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59014 Lille Cedex  
Téléphone : +33 3 59 54 23 42  
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Un horodateur situé à l'entrée du tribunal permet de déposer les requêtes 24h/24h. Vous pouvez également adresser votre requête par la poste, de préférence par envoi recommandé avec avis de réception, mais seule la date d'arrivée de la requête au tribunal pourra être prise en compte pour la computation du délai de recours, sauf difficultés dûment justifiées.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 21 – Dérogations au CCAG-TIC

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.2.2 du CCAG-TIC
- L'article 4.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-TIC
- L'article 7 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC
- L'article 8.1.1.1 du CCAP déroge à l'article 30.3 du CCAG-TIC
- L'article 8.1.1.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-TIC
- L'article 8.1.2.1 du CCAP déroge aux articles 33.2.1, 34.2.1, 34.4.2 et 34.4.3 du CCAG-TIC
- L'article 8.1.2.2 du CCAP déroge à l'article 32.4 du CCAG-TIC
- L'article 8.2.1 du CCAP déroge aux articles 29 à 32 et 30.3 du CCAG-TIC
- L'article 8.2.2 du CCAP déroge aux articles 33.1 et 34.2.1, 34.4.2 et 34.4.3 du CCAG-TIC
- L'article 14.1 du CCAP déroge aux articles 14.1, 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-TIC
- L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG-TIC



- L'article 14.3 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC
- L'article 14.4 du CCAP déroge à 14.1.3 du CCAG-TIC
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-TIC
- L'article 18.1.2 déroge aux articles 54 et 54.4 du CCAG-TIC
- L'article 18.1.3 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG-TIC